

LA CRISE DU BORDIGUISME ITALIEN

L'évolution politique de la gauche communiste italienne (Parti Communiste Internationaliste d'Italie) est arrivée à un point crucial. Deux tendances s'étaient affirmées peu à peu depuis la fondation du parti. Même si leurs limites n'étaient pas au début très précises, même si leur lutte s'est déroulée de manière assez confuse, elles représentent aujourd'hui non seulement deux conceptions distinctes du travail politique mais encore et surtout deux interprétations différentes du marxisme.

Dans cet article nous parlerons surtout de la tendance que nous appellerons « bordiguiste » et expliquerons brièvement à la fin les positions des camarades qui la combattent et qui ont organisé un Congrès en juin dernier à Milan. Pour la clarté de l'exposition nous désignerons ces derniers sous le nom de tendance « du Congrès ».

Le fait que la gauche italienne soit le seul courant oppositionnel qui, en se situant toujours sur une base de lutte de classe, est parvenu à survivre à la dégénérescence de l'Internationale Communiste, ainsi que les racines profondes qui la rattachent au prolétariat italien, justifient notre intérêt pour son évolution actuelle.

La gauche communiste italienne dans P.I.C.

Courant de gauche dans la social-démocratie italienne d'avant 1915, la tendance dite abstentionniste de Bordiga se fonda en 1920 avec le groupe de l'« Ordine Nuovo » pour former le Parti Communiste d'Italie.

Mais au sein de la III^e Internationale, la gauche italienne se trouve bientôt en opposition avec la conception tactique de Moscou. Le recul de la révolution en Europe, le souci de sauvegarder le pouvoir ouvrier en Russie, menacé par la pression du capitalisme à l'extérieur et par sa propre évolution interne, déterminaient l'orientation opportuniste de la tactique de P.I.C. Tactique dans laquelle on retrouve également l'influence de certaines positions du bolchévisme reflétant les conditions de la lutte dans un pays arriéré (rôle de la paysannerie, conquêtes démocratiques, etc.) et que l'Exécutif de Moscou prétendait imposer à toute l'Internationale.

La tendance de gauche italienne s'opposa à la politique du Komintern dans la question du front unique avec la social-démocratie, dont elle dénonça l'opportunisme et l'inefficacité; elle s'opposa à l'exagération des possibilités d'utilisation du parlement bourgeois et même à toute utilisation de celui-ci pendant une période révolutionnaire, ainsi qu'aux méthodes employées pour former les partis communistes au moyen de regroupements hâtifs, la politique des « planches pourries ». Contre la gauche se dressèrent Lénine (1), Trostky, Zinoviev, Boukharine. En Italie même, elle combattit la

(1) Voir *La maladie infantile du communisme*.

nouvelle tactique de la défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme. Chassée de la direction du P.C. d'Italie en 1924, elle fut définitivement vaincue au Congrès de Lyon (déjà en émigration) en 1925.

Cependant, sa critique de l'I.C. ne dépassa pas le terrain de la tactique. L'évolution réactionnaire de l'U.R.S.S. était à l'époque visible avant tout par ses répercussions sur la politique de l'Internationale. La bureaucratisation du régime s'accroissait tous les jours davantage mais le vrai caractère et la rapidité de ce phénomène restaient encore dans l'ombre pour la majorité des militants communistes au dehors de la Russie. A l'époque de son exclusion, en 1927, la gauche italienne considérait ainsi la Russie comme un Etat prolétarien, l'économie russe comme non-capitaliste, voire socialiste dans certains secteurs. A ce même moment pourtant, des groupes oppositionnels (dont une partie de la gauche italienne elle-même qui forma un groupe indépendant en émigration) apercevaient déjà la signification réelle de la montée bureaucratique et définissaient la Russie comme capitalisme d'Etat.

La consolidation du fascisme en Italie créa de nouvelles conditions politiques. Pratiquement écrasé, le mouvement ouvrier resta dans l'illégalité pendant vingt ans et la vie politique fut presque nulle.

La gauche italienne continua d'avoir une activité en France et en Belgique où se trouvaient les principaux noyaux des militants qui avaient émigré. Elle ne se dégagea pas des formules traditionnelles de la III^e Internationale et ne parvint à établir ni une critique sérieuse de la défaite ni une réponse aux nouveaux problèmes. Si elle se situa toujours sur un terrain de lutte de classe, si elle défendit les positions révolutionnaires contre l'opportunisme trotskyste et le stalinisme, son interprétation de l'évolution historique et de la lutte des classes resta attachée à la lettre des textes classiques, non au développement des idées qu'ils expriment.

La fondation du P.C.I. d'Italie

A la faveur de l'effondrement politico-militaire du régime mussolinien, les militants qui étaient restés en Italie ou qui y retournèrent pendant la guerre, parvenaient en 1943-44 à établir les bases d'une nouvelle organisation. Après vingt années de fascisme, le plus grand nombre revenait à la vie politique en reprenant purement et simplement le programme de l'Internationale Communiste « trahi par les centristes » (staliniens).

La nouvelle organisation regroupa bientôt, avec la majorité des militants revenus de l'émigration, une partie des cadres de base de l'ancien P.C. ainsi que d'importants groupes d'ouvriers. Ce fut le seul groupement politique qui en pleine euphorie démocratique et belliciste sut s'opposer au mensonge de la prétendue guerre antifasciste, dénoncer le fascisme et la démocratie comme deux formes de l'exploitation capitaliste et proclamer la nécessité d'une lutte ouverte pour la destruction du système bourgeois.

A la Conférence de Turin, en 1945, le P.C.I. d'Italie adoptait une plateforme politique qui reprenait les positions classiques de la III^e Internationale. Bien qu'on y dénonçât le caractère impérialiste de la Russie, aucune définition nette de la nature de l'U.R.S.S. n'y figurait. Aucune analyse sérieuse de l'expérience russe, aucune tentative d'aller au-delà des positions de 1926. Le stalinisme était présenté comme un phénomène de dégénérescence opportuniste sans expliquer sa liaison avec la formation d'une nouvelle couche exploiteuse en Russie. Les principaux événements mondiaux y étaient simplement enregistrés sans être intégrés dans une analyse globale du capitalisme moderne.

On aurait pu penser que cette tâche de critique et d'analyse de reconstruction théorique indispensable, serait entreprise par la suite. Il n'en a rien été. De 1945 à 1951, ces problèmes n'ont même pas été posés par le centre du parti. Aucune discussion n'a été ouverte ni préparée de façon sérieuse. Les tentatives de camarades isolés

ou d'autres groupes révolutionnaires ont été étiquetées de révisionisme et repoussées avec ignorance et mépris. Il est certain que la cécité du centre a trouvé son complément dans la situation devant laquelle se trouvaient les militants du parti. En lutte à la fois contre la bourgeoisie et les organisations « ouvrières », les problèmes qu'ils devaient résoudre étaient toujours urgents et d'ordre pratique ; prise de position concrète dans les conflits ouvriers. Cependant, une position juste sur ces problèmes ne pouvait être déterminée que par la poursuite parallèle de l'effort théorique. C'est ainsi que pendant des années les discussions dans le parti ont tourné essentiellement autour de la querelle entre « activistes » et « attentistes », sans que le contenu théorique de cette divergence ait été dégagé en liaison avec une analyse de l'évolution capitaliste, des perspectives révolutionnaires et une critique des positions traditionnelles.

Parti et classe : la dictature du prolétariat.

En réalité, pendant toute cette période, comme précédemment pendant l'émigration, la gauche italienne a été dominée par une conception particulière du marxisme, laquelle interprète l'histoire non comme le résultat du heurt entre des forces sociales, les classes, mais comme celui de forces économiques abstraites. Le processus historique n'est plus ainsi la résultante de l'action de classes antagoniques et les rapports de production (c'est-à-dire les rapports entre ces classes) ne sont plus déterminés en dernière analyse par leur lutte permanente : c'est, à l'inverse, la structure économique considérée de façon abstraite qui détermine l'action des classes, lesquelles ne seraient plus ainsi que des exécutants aveugles des lois économiques. Conception qui rend évidemment inexplicables (quelle que soit la phraséologie marxiste dont on la recouvre) les bouleversements révolutionnaires de l'économie et des formes sociales.

Il faut remarquer d'ailleurs que cette conception semble toujours s'appliquer davantage à la classe ouvrière qu'à la bourgeoisie, dont on admet le rôle « subjectif » avec une facilité surprenante. Ainsi par exemple, la gauche italienne en émigration a pu définir la dernière guerre comme une guerre « contre le prolétariat, pour sa destruction », c'est-à-dire comme le résultat d'une action consciente de la bourgeoisie pour détruire les possibilités révolutionnaires.

A l'opposé, elle a échafaudé la théorie de « la disparition du prolétariat pendant la guerre ». Non seulement on niait ainsi toute influence de la classe ouvrière dans le cours des événements, mais on décrétait qu'il n'y avait plus de classe ouvrière. Il ne s'agit pas là d'une position particulière à un camarade, mais d'une conception que nous retrouvons tout au long de la vie de la Gauche. Dans la résolution finale du Congrès de Florence en 1948 par exemple, il est dit : « ... cette concentration est conditionnée par la défaite internationale subie par le prolétariat et par sa destruction comme classe. » Et plus loin : « ... destruction et défaite qui font aujourd'hui du prolétariat non un élément consciemment antagonique mais un élément essentiel de la reconstruction capitaliste. »

Cette thèse de la lutte des classes à éclipses a inspiré l'activité de la Gauche à l'étranger pendant des années ; elle a été à la fois et la cause et le résultat de sa sclérose théorique.

Ainsi par exemple, au lieu de voir dans le bouleversement révolutionnaire de juillet 1936 en Espagne l'aboutissement d'une longue période de lutte des classes, on n'a fait qu'enregistrer une « explosion ouvrière » (?) de quelques jours suivie d'une « guerre impérialiste ». La classe ouvrière était apparue pendant 24 ou 48 heures, elle avait disparu ensuite. Les combats continuaient cependant. Il y avait donc guerre. Nous sommes dans la période des guerres impérialistes ; c'est donc une guerre impérialiste ! Et le « léninisme » aidant, nous avons vu la Gauche italienne déclarer (au prix d'une scission il est vrai) que le mot d'ordre à donner en Espagne c'était la frater-

nisation : fraternisation des ouvriers en armes avec la garde civile, les légionnaires et les phalangistes d'en face ! (2).

En fait, une semblable interprétation de la lutte des classes tend à nier tout rôle de la classe ouvrière. C'est la pression de forces économiques abstraites qui entraîne « le changement de situation » ; il suffit alors de l'intervention d'une minorité qui, pendant la période précédente, a conservé « les principes », pour « former le parti » d'abord, renverser le pouvoir bourgeois ensuite. Cette conception à la fois économiste et blanquiste transforme le prolétariat en une masse de manœuvre. C'est au fond la négation même de la lutte des classes. A la lutte des deux classes fondamentales — bourgeoisie, prolétariat — l'une défendant ses privilèges, son mode d'organisation de la société qui est devenu un obstacle au développement de la civilisation, l'autre combattant pour supprimer son exploitation et par là même l'organisation capitaliste de la société et pour établir un système social fondé sur la satisfaction des besoins, à cette lutte historique le bordiguisme substitue celle d'un noyau de militants — le parti — contre l'Etat bourgeois.

Mais de la même manière qu'il remplace la lutte du prolétariat par l'action du parti, il substitue celui-ci à la classe dans l'exercice du pouvoir et la gestion de la société.

Si la position bordiguiste traditionnelle n'a jamais dépassé l'expérience russe sur ce problème, elle a cependant évolué : dans un sens rétrograde. Un dernier document intitulé « Bases pour l'organisation 1952 » (3) définit en quelques points les conceptions du P.C.I. d'Italie dont l'acceptation est une condition pour adhérer à l'organisation. Un de ces points est le suivant : « La dictature du prolétariat est exercée par le parti ». Formulation qui se trouve dans la ligne bordiguiste traditionnelle du « parti-classe » ne concevant l'existence du prolétariat comme classe que lorsque existe le parti et au travers de celui-ci.

Que cette position constitue un recul, cela devient évident lorsqu'on se réfère aux positions marxistes sur ce problème dans le passé, à « L'Etat et la Révolution » de Lénine par exemple. Mais le Programme du Parti Communiste d'Italie à sa fondation n'affirmait-il pas lui-même dans son point 7 : « La forme de représentation politique dans l'Etat ouvrier est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà appliqué dans la révolution russe, commencement de la Révolution mondiale et première réalisation stable de la dictature du prolétariat ».

L'explication théorique la plus complète de la position bordiguiste se trouve dans un texte que ces camarades considèrent aujourd'hui comme fondamental : « Force, violence et dictature dans la lutte des classes » (4).

Ce document débute par une polémique contre les réformistes et les démocrates ; suit une justification de la nécessité de la violence, de la destruction donc (et non réforme ou conquête) de l'Etat bourgeois et de la nécessité de la dictature du prolétariat.

Pas un mot sur l'organisation même de cette dictature mais affirmation que c'est le parti qui l'exerce « au nom des masses ».

Or, pour Marx comme pour Lénine, la destruction de l'Etat bourgeois n'avait pas seulement son côté négatif, destruction, mais aussi son aspect positif : remplacement par un appareil prolétarien de pouvoir et de gestion (le « demi-Etat » de Lénine) formé par les organes politiques de masse : les soviets en Russie.

Les révolutions de 1905 et de 1917 en Russie ont montré en outre

(2) Cette interprétation (qui était encore reprise dans *Prometeo*, organe théorique du P.C.I. d'Italie, en 1946), rend complètement inexplicable l'insurrection des ouvriers de Barcelone en mai 1937. Aussi celle-ci a été présentée comme un massacre des prolétaires, réduits au rôle de victimes passives, par le gouvernement républicain.

(3) *Battaglia Comunista*, n° 5. Année XIII. 6-20 mars 1952.

(4) *Prometeo*, première série, nos 2, 4, 5, 8 et 9.

que la création de l'appareil de pouvoir prolétarien non seulement précède l'effondrement de l'Etat bourgeois mais en est même la condition.

Cette expérience ne concorde évidemment pas avec la perspective d'une révolution faite par des ouvriers inconscients ; elle dément la thèse selon laquelle « La conscience vient à la fin et, de façon générale, après la victoire décisive » (5) et montre au contraire l'étroite dépendance entre action de classe et conscience de classe, chacune réagissant sur l'autre et la conditionnant.

Nous retrouvons dans ce texte la négation du rôle de la classe ouvrière, la négation de la révolution comme aboutissement d'une période de lutte et de clarification politique dans le prolétariat, la négation de la tendance qui porte la classe ouvrière à mettre en question l'existence même de l'organisation sociale capitaliste.

Cette tendance vers la lutte politique révolutionnaire s'est manifestée déjà pendant la période ouverte par 1848, s'est précisée lors de la Commune de 1870, s'est exprimée par des grandes batailles ouvrières, en l'absence d'ailleurs de tout parti prolétarien (soit qu'il n'existait pas, soit que son influence était nulle).

La période révolutionnaire ouverte par 1917 en Europe s'est justement caractérisée par cette tendance des masses à lutter sur le terrain politique et non simplement économique. C'est elle qui a permis la formation et l'intervention des partis communistes et non l'inverse. Et même après le passage de ces partis au stalinisme, le prolétariat a continué de lutter sur un terrain politique de classe. Les travailleurs espagnols qui de 1930 à 1936 ont constamment mis en cause les bases du régime capitaliste, qui, en 1936, ont détruit ses institutions fondamentales, pris en mains la gestion des usines et des transports, ont bel et bien dépassé le fameux niveau économique et ont montré l'existence d'une lutte consciente contre le capitalisme. On peut et on doit expliquer comment l'absence d'un parti ayant un programme et des objectifs clairs a été un des facteurs essentiels de leur incapacité à constituer un pouvoir ouvrier centralisé et donc de leur échec final. Mais il est faux et grotesque de prétendre qu'ils n'avaient pas de conscience de classe.

Affirmer que la conscience ne vient qu'après la révolution et que c'est le parti qui exerce le pouvoir au nom de la classe, c'est dire que celle-ci n'est pas capable de succéder à la bourgeoisie dans la direction de la société, c'est justifier les pires théories réactionnaires.

D'autre part, affirmer que le parti exerce le pouvoir, cela ne nous explique guère comment ce pouvoir est organisé.

Mais le texte en question ne s'embarrasse pas de semblables détails. Ce qui est important c'est de démontrer qu'il n'y a pas d'autre organisme que le parti qui puisse exercer la dictature. On procède donc par élimination : les syndicats sont rejetés, les conseils d'usine aussi. On en arrive ainsi aux soviets et, après quelques généralités, nous connaissons le fin fond du problème : « ... les soviets

(5) « Force, violence et dictature... ». A remarquer l'originalité de la thèse : « A la fin » de quoi ? D'une période d'agitation révolutionnaire ? Mais si pendant cette période les ouvriers n'avaient pas encore de conscience de classe, en quoi est-elle révolutionnaire et peuvent-ils lutter contre la bourgeoisie sans avoir conscience de classe ? D'autre part, si la thèse n'est vraie que « de façon générale », il en est donc autrement dans certains cas ? Il peut donc y avoir une période révolutionnaire avec des ouvriers inconscients et une autre avec des ouvriers conscients ? Mais si ce n'est pas l'accroissement de la conscience révolutionnaire des ouvriers qui détermine le caractère révolutionnaire d'une période donnée et la violence et la justesse de leur lutte contre la classe exploitatrice, quels sont donc les facteurs qui agissent et font qu'on arrive justement « à la fin » ? Et si la conscience vient « après la victoire décisive », la révolution donc, par qui cette révolution est faite ? Par des masses inconscientes sous la direction d'un parti conscient ? Mais pourquoi des masses inconscientes suivraient-elles ce parti et sur quelle base le parti lui-même se serait formé et renforcé ?

ne sont pas garantis contre une dégénérescence opportuniste... » Malheureusement le parti non plus ! La dégénérescence de l'Etat ouvrier en Russie ne s'est pas effectuée par le canal des soviets, mais justement par celui du parti, lequel réduisait progressivement le rôle des soviets et étouffait toute vie politique à l'intérieur de la classe dans la mesure même où il se bureaucratisait.

Aucun organisme prolétarien n'est à l'abri des influences réactionnaires. Ni parti, ni soviets. Il n'y a aucune autre garantie que l'approfondissement et l'extension permanents de la révolution.

Le parti assure la continuité de l'idéologie révolutionnaire à travers les différentes phases de la lutte, dont il exprime le contenu dans son programme ; il s'efforce à tout moment de coordonner l'action de la classe, d'élever le niveau de conscience des masses, il joue un rôle actif, essentiel, mais il ne peut pas remplir les tâches révolutionnaires à la place de la classe. Il ne peut pas se substituer aux organes de masse pour devenir lui-même organe de pouvoir et d'administration sociale.

Aujourd'hui le problème est de savoir si le capitalisme continue de développer une classe capable de prendre en charge la société, si les transformations actuelles accroissent les conditions permettant l'instauration d'un régime prolétarien. Si l'on considère d'une part la formidable capacité de défense du capitalisme (capacité qui subsistera partiellement même après l'ébranlement provoqué par une guerre), la vieille expérience de la classe dominante, ses moyens de répression et de manœuvre, et d'autre part l'ampleur des problèmes que se poseraient à un pouvoir prolétarien, on doit admettre que la destruction du capitalisme et l'organisation du socialisme ne peuvent être réalisées que par une classe ouvrière ayant une conscience élevée de ses tâches.

Nier cette conscience avant la révolution et affirmer que c'est une minorité aussi restreinte que le parti qui exercera le pouvoir, signifie admettre que la classe n'interviendra pas activement dans le cours révolutionnaire qui est une période de destruction et de construction à la fois. La révolution n'a rien à voir avec une espèce de délégation de pouvoirs de la classe au parti lequel renverserait le gouvernement établi. La révolution c'est le bouleversement des rapports sociaux dans son sens le plus large et profond. A tous les échelons de la société, des larges masses de prolétaires interviendront pour supprimer les organes capitalistes de pouvoir et de gestion de la production et les remplacer par des organes nouveaux. Seules des organisations de masse peuvent canaliser cette énorme poussée et accomplir ces tâches immenses ; elles seules peuvent être à la fois chantier et école des masses.

C'est là l'enseignement d'un siècle de lutte des classes, enseignement dont Lénine a dégagé les prémisses dans « L'Etat et la Révolution » et que l'Internationale Communiste a reconnu à sa fondation en déclarant valable à l'échelon international l'expérience des soviets.

L'organisation des masses

Mais le révisionisme des théoriciens bordiguistes ne s'arrête pas là. Dans le texte « Bases pour l'organisation 1952 » une nouvelle perspective d'organisation des masses est tracée de laquelle les organismes de type soviétique semblent être définitivement exclus. Les rapports entre le parti et la classe étant envisagés comme ceux de deux corps étrangers, le texte affirme « la nécessité pour le développement révolutionnaire qu'il existe, entre le parti et la classe, une couche intermédiaire formée par des associations économiques influencées par le parti ». Et plus loin : « La phase de reprise coïncidera avec le développement d'associations économiques syndicales des masses... ». Par ailleurs, il n'est nulle part question dans cette déclaration de principes du rôle d'organismes politiques des masses.

Une telle perspective ne tient aucun compte de l'évolution de la société qui a amené l'Etat à déterminer lui-même (par l'entremise de tout un appareil bureaucratique syndical : fasciste, stalinien ou

« démocrate ») les conditions de travail et les salaires des travailleurs. Ce phénomène, qui se vérifie avec plus ou moins de rigueur suivant la structure propre à chaque pays, n'en est pas moins général. La moindre revendication économique se heurte aujourd'hui à l'appareil d'Etat. Une reprise généralisée de la lutte ouvrière doit entraîner la lutte contre cet Etat et ses prolongements de type syndical dans la classe ouvrière ; cela signifie le dépassement de la lutte économique telle qu'elle se déroulait autrefois. C'est presque une banalité de dire que toute lutte économique est aujourd'hui aussi une lutte politique. D'ailleurs, cette situation n'est-elle pas une des causes actuelles du manque de combativité des ouvriers qui sentent peser sur eux la lourde machine de l'Etat ? Or, comment peut-on penser qu'une phase de reprise coïncidera avec la création d'organismes de type syndical ? Les problèmes qui se posent au prolétariat seront-ils donc de type syndical ? Si l'on admet la perspective d'une aggravation de la crise capitaliste débouchant dans une troisième guerre mondiale, il est évident que, dans une telle situation, la moindre action des ouvriers constituera une prise de position devant la politique de guerre et d'exploitation accrue ; tout organe créé par les ouvriers devra donc agir sur un terrain politique, quelle que soit la raison pour laquelle il aura été formé. Les syndicats continueront d'exister. Ce seront les syndicats contrôlés et orientés par l'Etat capitaliste et dont le rôle sera de déterminer le niveau de vie des travailleurs en fonction des nécessités de l'appareil de guerre. Lorsque la classe ouvrière reprendra sa lutte, elle devra détruire ces organismes qui lui barreront le chemin.

La perspective d'une renaissance d'organisations syndicales de classe ne peut être expliquée que par un attachement borné aux formulations d'il y a trente ans ainsi que par la croyance en l'incapacité du prolétariat de lutter politiquement ; un parti conscient qui dirige, un prolétariat inconscient et incapable d'aller au-delà d'un certain « associationisme économique », pouvant tout au plus former des syndicats mais qui exécuterait (on ne sait vraiment pas pourquoi !) les directives du parti, tel est l'idéal du bordiguisme.

Il y a là encore un net recul par rapport aux positions qui avaient été défendues il n'y a pas si longtemps par ce courant. En effet, le C.E. du P.C.I. d'Italie déclarait en 1948 (5 a) :

« Le Parti affirme que le syndicat actuel est un organe fondamental de l'Etat capitaliste, ayant pour but d'emprisonner le prolétariat dans le mécanisme productif de la « collectivité nationale ». Cette caractéristique d'organe étatique est imposée aux organismes syndicaux et de masse par les nécessités internes du totalitarisme capitaliste... Il en résulte que quelle que soit la forme revêtue par le syndicat : unitaire ou résultant d'une scission éventuelle ; que quelle que soit son étiquette (même révolutionnaire, comme dans le cas des syndicats constitués sur l'initiative des anarchistes ou des syndicalistes), le syndicat ne peut aujourd'hui être différent de ce qu'il est ni ne pas remplir une fonction ouvertement contre-révolutionnaire qui lui est imposée par les exigences de la société capitaliste. »

« C'est pourquoi on doit rejeter catégoriquement toute perspective de redressement du syndicat, toute tactique visant à la « conquête » de ses organes centraux ou locaux, toute participation à la direction des commissions internes et organismes syndicaux en général. La classe ouvrière, au cours de son attaque révolutionnaire, devra détruire le syndicat comme un des mécanismes les plus sensibles de la domination de classe du capitalisme. »

Ainsi la position actuelle se trouve exactement à l'opposé de la position de 1948 ! Mais le recul va encore plus loin. Le même texte « Bases pour l'organisation 1952 » affirme ensuite : « ... du moment où, dans un organisme syndical donné, le rapport numérique concret

(5 a) *Battaglia Comunista*, n° 19, 4^e année, 3-10 juin 1948.

entre les membres du parti et ses sympathisants d'une part et les syndicats de l'autre sera favorable, et si dans cet organisme existe une dernière possibilité, virtuelle ou statutaire, d'activité autonome de classe, le parti développera la pénétration et tentera la conquête de la direction de cet organisme. »

C'est comme cela que la tendance bordiguiste jette aujourd'hui par-dessus bord (sur l'injonction de son chef Alfa et sans aucune espèce de discussion) ce qui, depuis des années, était une des positions défendues avec le plus d'acharnement. Opportunisme sous couvert d'intransigeance, renonciation à « penser avec sa propre tête », abdication devant l'autorité du Chef, ce sont là trois traits caractéristiques du bordiguisme 1952.

La nature et le rôle de la Russie

La Gauche italienne a rejeté, dès 1933, la position trotskyste de défense de la Russie et proclamé le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, aucune analyse sérieuse des causes du triomphe du stalinisme en U.R.S.S. ni de la nature de celle-ci n'a été faite.

Dans la plupart des documents bordiguistes, l'échec de la révolution en Europe après 1917 est attribué aux fautes tactiques de la III^e Internationale. Nous ne nous étendrons pas sur cette explication simpliste qu'on pourrait à juste titre assimiler à l'explication populaire de la défaite par la trahison. L'échec de la révolution et plus encore les formes de cet échec, tout comme l'évolution ultérieure du capitalisme, ont montré que les conditions historiques n'étaient pas mûres à cette époque pour une victoire décisive généralisée. C'est là évidemment une explication « après coup », explication qu'on ne pouvait pas donner il y a trente ans, mais qui, loin de nier l'importance fondamentale des événements de cette période pour l'avenir de la classe ouvrière, peut seule servir justement à définir ce qui était fondamental. Explication après coup, mais certainement plus sérieuse que celle de l'échec déterminé par une « application tardive des positions tactiques des marxistes radicaux » (6).

En ce qui concerne le triomphe du stalinisme en Russie, l'explication bordiguiste se contente d'en attribuer la cause à l'isolement de l'U.R.S.S. par suite du recul de la vague révolutionnaire en Europe. Et sur le déroulement concret des événements, la formation en Russie d'une couche exploiteuse remplissant non seulement les fonctions classiques de la bourgeoisie mais perfectionnant et transformant le système d'exploitation, utilisant les organismes créés par la classe ouvrière, le parti et l'Internationale, pour affermir sa propre domination sur le prolétariat, l'analyse bordiguiste est inexistante ou contradictoire à souhait.

La Plateforme du P.C.I. d'Italie de 1945 nous apprend en effet : « ... l'économie a repris des caractères de privilège et d'exploitation des salariés ; dans le domaine social les couches aisées ont repris de l'influence... »

Si la première phrase est insuffisante, la deuxième est fautive de toute évidence. Les anciennes couches ont été détruites, éliminées socialement. Des nouvelles couches sont apparues dont les fonctions de direction ne reposent plus sur des titres de propriété ni ne sont garanties par eux ; les revenus de ces couches sont inséparables de leur fonction dirigeante réelle (politique ou économique) et ne découlent pas de la possession d'actions ou de parts quelconques dans une entreprise privée, indépendamment du rôle réel de leurs possesseurs, comme c'est le cas dans le capitalisme classique. Ces nouvelles couches constituent en fait la classe capitaliste bureaucratique russe qui dispose de la plus-value extraite aux

(6) « Bases pour l'organisation 1952 ».

prolétaires industriels et agricoles et l'utilise selon les besoins de sa propre domination.

Or, les bordiguistes se refusent à voir dans la bureaucratie russe autre chose que la machine administrative de l'Etat : les bureaucrates sont des exécutants et l'Etat n'est autre chose, suivant la formule classique, qu'un instrument de violence au service des capitalistes privés.

Que cet instrument organise, dirige toute l'économie, qu'il planifie la production du trust géant tout comme celle de la moindre usine, qu'il fabrique la bombe atomique aussi bien que la production littéraire, qu'il assume en un mot toutes les fonctions que la classe dominante (et pas seulement son Etat) remplit ailleurs, cela ne change rien au problème selon les bordiguistes. Ils se refusent ainsi à reconnaître que la classe dominante en Russie se trouve à l'intérieur de l'appareil étatique, dont elle occupe les postes dirigeants, ce qui ne signifie pas que l'Etat ait perdu son caractère d'instrument (ou qu'il soit devenu lui-même une classe !) mais qu'il est l'instrument de la classe dominante dans tous les domaines : appareil de coercition et de gestion des moyens de production à la fois.

Mais si la bureaucratie dirigeante (économique, politique, militaire) n'est pas la classe dominante, quelle est donc cette classe et au profit de qui s'effectue l'exploitation de la force de travail russe ?

La position bordiguiste sur ce problème est extrêmement confuse. Nous avons vu comment, dans la Plateforme de 1945, c'étaient « les couches aisées qui avaient repris de l'influence ». Mais dans un texte plus complet publié un peu plus tard (7), on nous dit aussi :

« La classe exploiteuse du prolétariat russe, laquelle pourra peut-être, dans un proche avenir, apparaître au grand jour à l'intérieur du pays lui-même, est aujourd'hui constituée par deux forces historiques évidentes : le capitalisme international et l'oligarchie bureaucratique interne dominante, sur laquelle s'appuient paysans, marchands, spéculateurs enrichis et intellectuels prêts à soutenir le plus puissant.

« Le rapport économique avec le capitalisme étranger présente les caractères suivants : l'état prolétarien avait dès le début proclamé et maintenu le monopole du commerce extérieur, ce qui signifie qu'il n'est pas possible en Russie à une personne privée d'accumuler des capitaux en plaçant des marchandises russes sur le marché international et vice versa. C'est l'Etat qui préside à ces échanges et lui seul en discute et accepte les conditions et en reçoit les bénéfices ou les pertes. Si l'Etat prolétarien est politiquement fort, si dans les pays bourgeois la menace des couches sociales qui lui sont solidaires est forte et si l'économie intérieure ne se trouve pas dans une crise grave, les conditions internationales d'échange pourront être favorables ; dans le cas contraire, elles seront défavorables. Du fait que les marchandises entrées et sorties ont dû être évaluées en argent et que, avec la mesure transitoire de l'étatisation des banques, l'état ouvrier a dû se donner une monnaie négociable sur les marchés internationaux, chaque fois que celui-ci aura un besoin indispensable de produits étrangers pour son économie, il devra accepter une perte dans le rapport monétaire entre marchandises cédées et marchandises reçues. Cette différence équivaut à une différence des forces de travail, dont le produit passe aux bénéfices du capital industriel et commercial étranger, si bien que l'ouvrier qui travaille en Russie, apparemment sans patrons, cède une plus-value à l'exploitation étrangère et ne s'est pas libéré de la domination bourgeoise. »

Ce qui frappe immédiatement dans le texte ci-dessus c'est que, tandis que la définition du capitalisme international comme élément constitutif de la classe exploiteuse du prolétariat russe s'applique à un Etat non prolétarien — la Russie actuelle — l'explication de cette

(7) « La Russie soviétique de la Révolution à nos jours », *Prometeo*, n° 1. Juillet 1946. Année I. Pages 32 et suivantes.

définition se fait avec l'exemple d'un Etat prolétarien.

En réalité, ni définition ni explication ne sont valables aujourd'hui ; elles ne sont que le replâtrage d'une idée formulée il y a 20 ans alors qu'on n'apercevait pas encore la formation d'une classe bureaucratique en Russie et qu'on cherchait à la fois l'explication de l'exploitation des ouvriers russes et du rôle réactionnaire de « l'oligarchie bureaucratique » dans l'influence directe de la bourgeoisie internationale sur un Etat encore ouvrier.

A vrai dire, il n'y a jamais eu de commune mesure entre le surtravail exporté et l'énorme quantité de surtravail que la classe bureaucratique russe s'est approprié et qu'elle a accumulé au travers des plans quinquennaux pour édifier, avec la puissance industrielle de l'U.R.S.S., sa propre domination de classe.

Mais l'idée de l'exploitation des ouvriers russes par la bourgeoisie internationale et de la subordination de « l'oligarchie bureaucratique » au capitalisme international n'a jamais été sérieusement révisée par les bordiguistes. Elle s'est d'ailleurs plus nettement exprimée dans d'autres textes par la formule : « La bureaucratie russe est au service du capitalisme international ». Ce qui signifierait sans doute qu'il n'y a pas, à vrai dire, de classe dominante en Russie, mais seulement une espèce de clique exploitant pour le compte d'un tiers. Or, dans la mesure où le capitalisme international n'est pas un personnage abstrait, mais (en dehors des frontières russes) le complexe économique-militaire occidental, cela voudrait dire que la clique russe est au service de Washington ! Nous n'exagérons rien en disant cela : l'hypothèse que « Staline vendrait la Russie à l'Amérique » a été très sérieusement avancée il y a quelques années par Alfa, auteur de ce texte, lequel parlait encore récemment de la « pénétration du dollar en Russie ».

D'ailleurs, l'idée de la dépendance de la Russie vis-à-vis de l'Amérique se trouve clairement exprimée dans un autre passage de ce même texte : « ... la Russie d'aujourd'hui ne pourra pas dénoncer la dette de prêt et bail envers les alliés, comme elle dénonça en 1917 celle qu'elle avait vis-à-vis des états bourgeois, qui étaient tous alors ses ennemis. Elle ne le pourra pas, parce qu'elle aura nécessairement besoin d'autres locations et prêts de capital étranger pour la tâche énorme de reconstruction de ses territoires dévastés... »

Et plus clairement encore dans le passage suivant d'un article récent :

« Marx définit la dette publique comme l'aliénation de l'Etat. L'Etat ne peut s'aliéner qu'à un groupe privé. L'Etat de la classe prolétarienne ne peut s'aliéner qu'à une classe prolétarienne. Avec des grands emprunts, l'Etat russe s'aliène plus ou moins directement à la grande finance mondiale, maîtresse de toute la masse des titres circulant dans le monde (selon le calcul de Lénine) et le canal de cette progressive et inexorable aliénation, c'est évidemment une couche interne d'entrepreneurs d'affaires et d'entrepreneurs de complexes productifs qui s'appuient sur la bureaucratie d'Etat et se servent d'elle. »

La position bordiguiste se fonde surtout sur le refus d'analyser les transformations structurelles du capitalisme moderne, en Russie et ailleurs.

En effet, le premier texte définit l'économie russe de la manière suivante : « ... un vaste et puissant capitalisme d'Etat, avec distribution de type privé et mercantile, limitée dans tous les secteurs par les contrôles de l'appareil bureaucratique central... »

Il affirme par ailleurs : « Dans les pays bourgeois les phénomènes de l'impérialisme... conduisent chaque jour à une osmose entre bureaucratie d'Etat et classe patronale. »

Mais comment faut-il comprendre cette osmose ? Est-ce la disparition de la propriété privée, la gestion de l'économie par une

(8) *Battaglia Comunista*, 23 mai-6 juin 1951, n° 11. Rubrique « Ffio del tempo ».